



ÉTAT DES LIEUX 2008
AVRIL 2008

PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA PROSPECTIVE
DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

FRANCE 2025 DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE



Avant-propos

Pour préparer « France 2025 », un premier état des lieux

L'avenir, dit-on, ne se prévoit pas mais se prépare.

La formule est vraie, mais elle est excessive : on ne saurait préparer l'avenir de la France sans une vision prospective des grandes tendances qui animent le monde, sans une analyse des forces et faiblesses structurelles de notre pays, sans une anticipation raisonnée des menaces à éviter et des occasions à saisir. Il est démontré que les pays les plus compétitifs sont aussi ceux qui investissent le plus dans la réflexion de long terme. Il faut, en effet, savoir estimer ses forces pour mieux affronter l'obstacle et mieux profiter des courants porteurs.

C'est ce travail que le Premier ministre m'a demandé de conduire en lançant l'exercice « France 2025 ». L'objectif est de produire un diagnostic stratégique pour les quinze ans à venir, qui décrive les différents scénarios d'évolution possibles pour notre pays, et définisse les moyens d'embrasser les opportunités les meilleures et d'éviter les scénarios les plus sombres.

Pendant plusieurs mois, parlementaires, partenaires sociaux, hauts fonctionnaires, experts et représentants de la société vont travailler sur huit sujets majeurs pour l'avenir de notre pays : la mondialisation et ses conséquences ; l'organisation de notre appareil productif ; le développement de nos capacités créatrices ; la protection contre les nouveaux risques ; le renouvellement du « vivre ensemble » ; la gestion des ressources rares ; l'impact des innovations technologiques sur la vie quotidienne ; enfin, l'avenir de l'État et des services publics.

On le voit d'emblée, l'objet de notre réflexion n'est pas seulement la croissance ni même l'économie en général, mais bien l'équilibre de notre société, les conditions de son épanouissement et de sa cohésion. Car, pour le dire d'un mot, la grande question de l'avenir n'est pas uniquement de savoir si le PIB aura tel ou tel niveau, mais de savoir si les Français vivront dans une société qui leur donnera les moyens d'inventer leur bonheur privé et de maîtriser leur destin collectif.

Ces travaux seront menés avec l'appui du Centre d'analyse stratégique, qui poursuit ainsi, adaptée aux exigences contemporaines, la mission de son illustre prédécesseur – le Commissariat général du Plan – qui a joué un si grand rôle dans la modernisation de la France.

Pour préparer les travaux des groupes, nous avons élaboré, avec le Centre d'analyse stratégique, le document que vous avez entre les mains. Il dresse un premier état des lieux de notre pays, dans les grands domaines que devront explorer les groupes de travail : cette base de discussion est un outil pour la réflexion, un point de départ, nullement une préfiguration des résultats. Sa vocation est d'être un support, une base de données. Il éclaire des faits, repère des tendances, mais ne préjuge de rien.

Une seule certitude à ce stade : nous allons regarder loin.

Loin dans le temps, de manière à porter notre attention sur les véritables mouvements de fond de nos sociétés ; je pense en particulier aux évolutions démographiques, au vieillissement de la population, aux questions migratoires, aux structures familiales ; c'est pourquoi nous avons choisi 2025 comme ligne d'horizon.

Loin dans l'espace, c'est-à-dire vers la Chine, l'Inde ou le Brésil, dont les évolutions sont en train de faire basculer le monde sur son axe et de rendre caducs nos anciens repères. Je pense en particulier à la croissance du niveau de vie dans les pays émergents, aux tensions sur les matières premières qu'elle pourrait engendrer ; aux conséquences de la concurrence toujours plus intense de ces pays sur la division internationale du travail et pour l'avenir de nos systèmes sociaux.

« Regarder loin », c'est aussi regarder « en profondeur » : c'est-à-dire dans les structures de notre système social, industriel, universitaire, pour y rechercher nos atouts mais aussi les causes éventuelles de nos difficultés et les ressorts de notre adaptation. Je crois en particulier que nous avons intérêt à mettre au cœur du débat public les questions structurelles : éducation, innovation, recherche, habitat, aménagement du territoire, infrastructures qui influent directement sur la vie de nos concitoyens et en déterminent les grands traits.

Car c'est aussi là le but de l'exercice : nourrir le débat démocratique, au-delà de tous les clivages, en réhabilitant le temps long et les grandes perspectives. Tant il est vrai qu'en regardant loin, les hommes s'unissent plus facilement.

En construisant « France 2025 », nous travaillons pour nos enfants.

Eric Besson
Secrétaire d'État,
chargé de la prospective,
de l'évaluation des politiques publiques et du développement
de l'économie numérique
22 avril 2008

Diagnostic stratégique – France 2025

Ce document de lancement de l'exercice France 2025 a été préparé avec l'aide du Centre d'analyse stratégique

Principaux contributeurs au Centre d'analyse stratégique :

René Sève, directeur général

Vanessa Wisnia-Weill, chef de projet

Département des Affaires économiques et financières : O. Passet, S. Bénard, Y. Bertoncini, A. Guilloux, R. Lallement, K. Lemoine, C. Mareuge, C. Schaff

Département des Questions sociales : M. Boisson, L. Delannoy, S. Donné, V. Gimbert

Département de la Recherche, des Technologies et du Développement durable : D. Auverlot ; A. Bodiguel, J.-L. Loyer, H. Pouliquen, J.-L. Pujol, P. Rossinot.

Département Travail, Emploi et Formation : Y. Chassard, J.-L. Dayan, E. Dourille-Feer, M.-A. Estrade, Ch. Gilles, M. Harfi, C. Jolly
Département Institutions et Société

Appui éditorial : B. Hérault , O. de Broca, S. Chasseloup, G. Petit. Veille et prospective : N. Bassaler

Appui logistique : M.-F. Le Guilly, M.-A. Guimelli, B. Maître, P. Germain, N. Loison

Imprimerie : D. Cury, A. Cury, G. Luque-Navarro, M. Pallès

Nous remercions les conseillers scientifiques pour leurs contributions :

A. Barbier-Gauchard, R. du Tertre, V. Janod, S. Lemoine, B. Palier, M. Sauvez, C. Senik

Nous remercions les équipes du CEPII, le Conseil d'analyse économique, le Conseil d'analyse de la société et le Conseil d'orientation des Retraites pour leurs contributions (consultables sur www.strategie.gouv.fr).

Nous remercions pour leurs appui et contributions les équipes de prospective de la DIACT, de la Délégation interministérielle à la Ville, du ministère de l'Intérieur, de la Gendarmerie, du ministère de l'Agriculture, du ministère de l'Équipement, la Direction de la stratégie du ministère de la Recherche et la Direction du Budget. Nous remercions le BIPE pour ses analyses.

Nous remercions les cabinets de conseil AT.Kearney, Bain&co, BCG, CVA, McKinsey qui nous ont fait part gracieusement de leurs réflexions.